

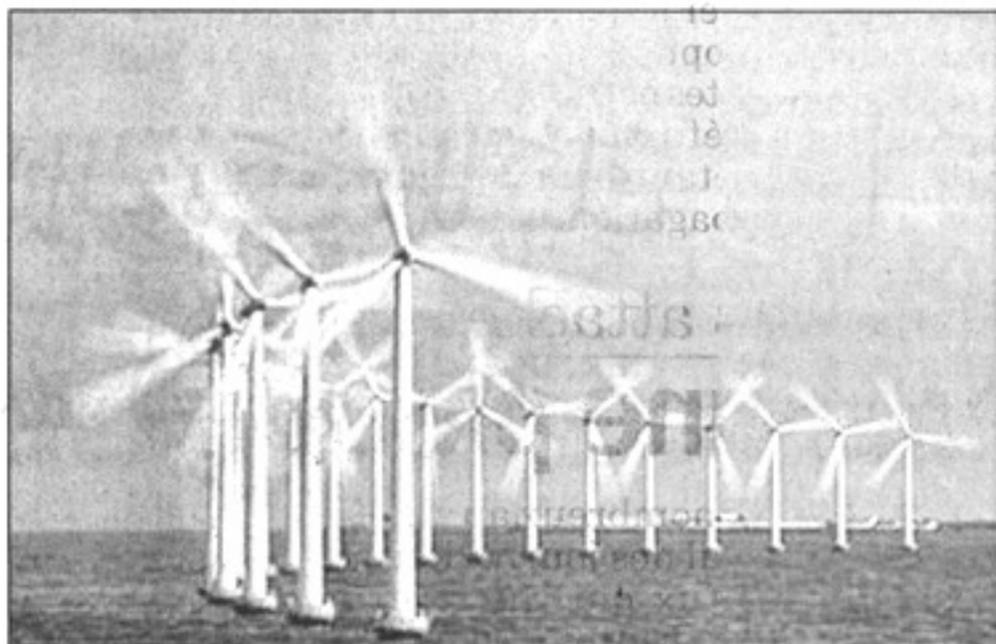
Le déséquilibre entre l'offre et la demande se poursuit...

- *Malgré les encouragements et les incitations, tous les chefs d'entreprise ne sont pas convaincus des effets bénéfiques de l'efficacité énergétique*
- *De nouveaux défis pour réduire le déficit de la balance énergétique qui dépend de l'évolution de la consommation et des cours pratiqués*

Alors que les ressources énergétiques conventionnelles se retrouvent de plus en plus limitées surtout pour ce qui concerne les hydrocarbures, la demande ne cesse d'évoluer d'une année à l'autre vu l'augmentation de la population, le changement du mode de vie et l'urbanisation. D'où le recours aux énergies renouvelables, notamment les énergies solaires et éoliennes pour satisfaire la demande. Les entreprises ont été invitées et encouragées à produire elles-mêmes de l'électricité avec possibilité de vendre le surplus de leur production à la société nationale chargée de l'électricité.

L'efficacité énergétique, l'audit périodique et obligatoire des entreprises, grandes consommatrices d'énergie, la vente des lampes et équipements ménagers à basse consommation d'énergie sont autant de solutions qui visent, d'une part, à la réduction de la consommation des ressources fossiles et, d'autre part, à recourir aux énergies renouvelables.

Des lacunes ont été, cependant, constatées dans la réalisation de certains projets énergétiques au cours des dernières années qui ont vu le lancement d'un important programme «le plan solaire tunisien», soutenu par plusieurs partenaires européens. Les lacunes concernent notamment la faiblesse de la maîtrise de l'énergie dans différents secteurs économiques afin de diminuer un tant soit peu



la demande et alléger le déficit de la balance énergétique.

Compétitivité sur le marché extérieur

Maîtriser l'énergie, c'est diminuer le coût de fabrication de l'entreprise et donc une possibilité d'amélioration de sa compétitivité sur le marché extérieur. Déjà, le programme national de maîtrise de l'énergie, qui a démarré en 2008, a donné des résultats timides en diminuant quelque peu la demande et en améliorant la densité énergétique pour atteindre 309 kilogrammes équivalent pétrole (kep) à la fin de 2009. Il faut reconnaître justement que l'implication des parties prenantes n'était pas totale pour bien appliquer certaines dispositions comme celles qui concernent la consultation obligatoire et préalable, l'audit énergétique des bâtiments, la promotion des énergies renouvelables en permettant aux entreprises

opérant dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture et des services de produire l'électricité en recourant aux énergies renouvelables. L'électricité produite devait être transférée par le biais du réseau national d'électricité. Il semble que plusieurs chefs d'entreprise n'étaient pas assez convaincus par cette manière de procéder, qualifiée de très coûteuse, et préféraient ainsi continuer à consommer de l'énergie conventionnelle, le quitte à payer le prix fort. En plus, le manque de coordination entre les différents intervenants n'encourageait pas les entreprises à participer à la production même avec une possibilité de vendre le surplus à la Société tunisienne d'électricité et de gaz.

Même le programme de rationalisation de la consommation de l'énergie n'a pas remporté l'adhésion d'un grand nombre de consommateurs. Pourtant, ses objectifs étaient ambitieux. Et dire qu'un projet d'efficacité

énergétique à travers la cogénération a été lancé au niveau du secteur industriel et qu'un audit énergétique a concerné les nouveaux bâtiments. Le matériel électroménager (comme les climatiseurs) a été, quant à lui, classifié selon sa consommation de l'énergie. Le transport est également concerné par la réduction de la consommation de l'énergie sur la base d'un plan directeur de la circulation urbaine.

La réalisation de certains projets (comme les stations éoliennes pour la production de l'électricité d'une capacité programmée de 120 mégawatts) a accusé un retard significatif. Parallèlement, l'économie d'énergie sur la période 2007-2009 a été de l'ordre de 1.545 mille tonnes équivalent pétrole alors que la densité énergétique a été réduite de 2.2%.

Du chemin reste encore à parcourir dans le domaine de l'utilisation de l'énergie renouvelable et l'économie d'énergie. De telles orientations nécessitent l'adhésion et l'implication de tous les secteurs économique et de toute la population. Des défis considérables doivent être relevés, notamment dans le domaine des hydrocarbures pour pouvoir réduire le déficit qui dépend dans une large mesure du volume de la consommation locale, mais aussi des cours appliqués sur le marché international et qui connaissent des fluctuations importantes.

Chokri GHARBI